

grandes catégories : Les écoles à temps plein, dispensant un enseignement en français, elles n'entretiennent aucun lien organique avec l'Éducation nationale, les écoles à temps partiel, offrant un soutien linguistique en français, et les clubs linguistiques. ■

(Sources : UK Trade & Investment et Mission économique)

Le Lycée français de Londres

Le lycée français Charles de Gaulle (www.lyceefrancais.org.uk) compte aujourd'hui 3 500 élèves, dont 76 % de nationalité française, 12 % de Britanniques et 12 % de ressortissants de 48 nationalités différentes. Il a été classé en 1999 premier au Top 20 des lycées français de l'étranger pour ses résultats au baccalauréat. Il a été créé en 1915, près de la gare Victoria. L'école permettait une scolarité complète et comptait à l'époque 120 élèves. En 1920, le lycée s'établit à Cromwell Gardens, en face du Victoria and Albert Museum, pour finalement s'installer dans le périmètre défini par Cromwell Road, Cromwell Place, Queensberry Place et Harrington Road. En 1980, l'établissement est officiellement baptisé le lycée français Charles de Gaulle. Il regroupe sur son site principal de South Kensington une école maternelle et primaire de la moyenne section au CM2, un collège, un lycée et une section britannique. En septembre 1993 et en septembre 1995, le lycée français Charles de Gaulle a ouvert deux annexes maternelles et primaires : l'école Charles de Gaulle-Wix et l'école Charles de Gaulle-Ealing, baptisée en mai 1997 l'école André Malraux.

Le Cercle d'outre-Manche

Le point commun entre les membres du Cercle d'outre-Manche (www.cercledoutremanche.com), présidents et chefs d'entreprises, directeurs généraux ou associés de grands groupes internationaux opérant dans divers secteurs d'activité, est d'être Français et résidents au Royaume-Uni. Les fondateurs sont Pascal Boris, président de BNP Paribas UK et de la Chambre de commerce française en Grande-Bretagne, et Arnaud Vaissié, président d'International SOS et de la section des conseillers du commerce extérieur de la France au Royaume-Uni. Le Cercle d'outre-Manche a été créé il y a trois ans, en 2004.

Faits & Projets : Pourquoi avoir créé le Cercle d'outre-Manche ?

Pascal Boris : Nous avons constaté lors des visites à Londres de ministres, sénateurs, députés ou journalistes, un réel intérêt vis-à-vis du modèle britannique et, en même temps, la méconnaissance profonde de ce dernier. Nous avons décidé de mettre en place une base documentée afin de répondre aux questions récurrentes sur ce sujet. Nous avons créé un groupe de travail et publié notre premier rapport en 2004, au moment du centenaire de l'Entente cordiale : *Sous-emploi français, plein-emploi britannique : un paradoxe bien peu cordial* dont le sous-titre était *Comment la France peut s'inspirer des bonnes pratiques du Royaume-Uni pour gagner la bataille de l'emploi et de l'attractivité*.

Arnaud Vaissié : L'idée de base était de se demander pourquoi il y avait du chômage en France et peu au Royaume-Uni. Nous avons donc interrogé différents dirigeants à Londres et à Paris sur ce phénomène afin de trouver ce qui fonctionnait le mieux de chaque côté de la

Manche et de faire passer les idées dans les deux pays. Et surtout en France qui connaît mal le Royaume-Uni.

Quelles sont vos activités et vos priorités ?

Arnaud Vaissié : Nous essayons de réfléchir par le biais de certains groupes de travail aux problèmes de compétitivité entre la France et le Royaume-Uni, et de voir quelles expériences peuvent être transmises d'un pays à l'autre. Notre priorité est de faire comprendre à la France que le pays auquel elle peut le mieux se comparer, c'est le Royaume-Uni. Ni la Suède ni le Danemark. Pourquoi ? Les deux pays ont quasiment la même taille géographique, un secteur industriel et un secteur de services de tailles similaires.

Pascal Boris : Nos deux nations ont également plus de poids politique qu'économique dû, notamment, à leur histoire et à leur puissance nucléaire. Ils sont comparables, mais ont connu une évolution totalement divergente. Dans les années soixante-dix, l'Angleterre était dans un état lamentable alors que la France, beaucoup plus riche, fonctionnait extrêmement



O. DEK

bien. En 1993, le taux de chômage était quasiment équivalent dans les deux pays (10,5 % au Royaume-Uni et 12 % en France). Aujourd'hui, la Grande-Bretagne est significativement plus riche que nous, a un plein-emploi, voire un suremplei du point de vue des entreprises. Le système anglais met l'entreprise au cœur de la problématique, pas en France.

Quels sont, selon vous, les différences et les points communs majeurs entre la France et le Royaume-Uni ?

Pascal Boris : Les deux pays sont les plus attractifs en termes d'investissements étrangers en Europe et, d'ailleurs, les deux principales destinations. Les deux capitales qui comptent en Europe sont Paris et Londres. Historiquement, Paris était en première place, aujourd'hui, c'est Londres. La France et le Royaume-Uni ont un sentiment national très fort et les décisions politiques, économiques et culturelles, sont centralisées, des deux côtés, dans la capitale.

Arnaud Vaissié : Ce sont également deux nations qui veulent imposer à l'Europe leur propre vision, largement différente. La France veut imposer une vision d'intégration sur le modèle français. La Grande-Bretagne veut imposer une vision de libre-échange des hommes et des produits suivant le modèle anglais. Ce sont, par ailleurs, deux pays qui militairement ont besoin l'un de l'autre, domaine dans lequel

on parle d'une réelle coopération dans le domaine de l'armement. Ils sont à la fois très complémentaires et très concurrentiels, car nous avons les mêmes qualités et les mêmes défauts.

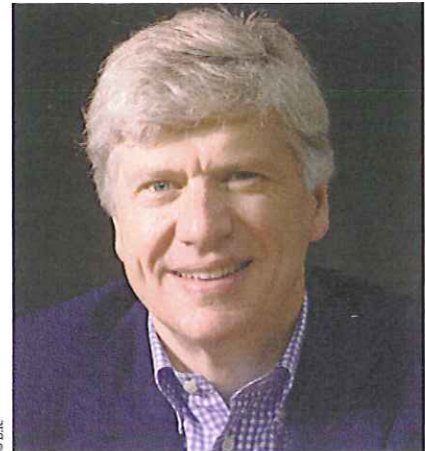
Que peuvent mutuellement s'apporter les deux pays ?

Arnaud Vaissié : La France peut apporter à la Grande-Bretagne une réussite en matière de services publics que les Anglais nous envient considérablement : Transports, santé, éducation (la France est plus avancée que l'Angleterre dans le domaine de l'ingénierie). Nous sommes un pays d'ingénieurs où les mathématiques sont au centre de la formation supérieure. Au Royaume-Uni par exemple, le métier d'ingénieurs est très dévalorisé.

Pascal Boris : L'originalité du modèle britannique est d'allier plein emploi, croissance et redistribution sociale. Moins riche que la France dans les années soixante-dix/quatre-vingt, le Royaume-Uni nous a rattrapés et dépassés. Tout n'est pas parfait outre-Manche : Un système de santé peinant à se reformer, une productivité restant faible, mais contrairement aux Français, les Anglais sont confiants en l'avenir et ils ont le sentiment que leurs enfants vivront mieux que leurs parents.

Peut-on parler de valeur ajoutée française ?

Pascal Boris : Le marché britannique n'est pas plus ou moins compétitif que le marché français. Nous pouvons apporter notre savoir-faire en matières d'industries et de services (assurances, banques...). Une caractéristique commune aux deux pays est qu'il est facile d'y investir. Notre système de santé, gratuit, fonctionne bien. Nous avons su faire cogérer un secteur privé et public. En Grande-Bretagne, le système est également gratuit, mais entièrement public, donc considéré comme assez inefficace. Les Britanniques ont, par contre, très bien su se positionner sur l'internationalisation. Ils sont très flexibles en termes de réglementations, ont parfaitement accepté l'investissement étranger,



O. DEK

ont délocalisé ce qui rend, à termes, les entreprises performantes. Blair et Brown ont parfaitement fait comprendre aux Britanniques qu'il fallait rentrer dans la compétition mondiale.

Arnaud Vaissié : Le Royaume-Uni réalise 5 % de croissance de plus que nous depuis 20 ans. Le taux de chômage est deux fois moins élevé qu'en France. Il existe, par ailleurs, le plein-emploi ici. Il n'y a pas les 35 heures, ni l'impôt sur la fortune. Le contrat de travail est réglementé, mais souple. L'environnement correspond au monde moderne : Souplesse et industrie de services. 75 % de l'emploi sont dans le secteur des services. 70 % des coûts correspondent aux salaires. Nous constatons qu'en France les sociétés de services bien gérées sont en permanence en sous-emploi (environ 5 % selon nos estimations, soit la différence du taux de chômage entre les deux pays) alors qu'ici ce problème ne se pose pas.

La Grande-Bretagne est-elle un modèle à suivre pour la France ?

Arnaud Vaissié : C'est incontestable. Cependant, elle a également des faiblesses : Structures de coûts trop élevés, accès insuffisant à la main-d'œuvre qualifiée, des infrastructures en amélioration, mais en retard, une localisation hors continent. Ils n'ont pas que des atouts, mais ils font mieux. L'interpénétration des deux économies ne cesse d'augmenter.

LA FRANCE AU ROYAUME-UNI

Pascal Boris : Les deux pays sont réellement complémentaires. La place financière européenne est Londres. Beaucoup de Britanniques vivent en France et inversement de Français au Royaume-Uni. Rappelons tout de même que la France est le deuxième investisseur au Royaume-Uni.

Pourquoi, selon vous, nous connaissons nous si mal ?

Pascal Boris : Les Britanniques nous connaissent bien mieux que l'inverse. Le Royaume-Uni représente en France l'économie anglo-saxonne qui est assimilée au capitalisme américain. C'est un système que l'on admire et que l'on rejette. Les valeurs sociales anglaises sont très semblables à celles de l'Europe continentale, le SMIC est au même niveau, la santé est gratuite et l'éducation aussi. Ce n'est pas les États-Unis.

Les clichés prennent du temps à disparaître. L'Angleterre des années soixante ou soixante-dix était un pays délabré et la France était la quatrième puissance économique mondiale. Nous adorons, de notre côté, l'industrie, notamment celle du transport (train, avion). Les Britanniques n'ont plus d'industrie automobile qui leur appartient, ils n'ont pas de train. Ils ont des avions de chasse, mais pas d'avions commerciaux. Les 35 heures en France ont été exclusivement conçues pour faire tourner les usines. La Grande-Bretagne, dans la psyché française, n'est pas un modèle industriel. On a gardé en tête une vision fautive. Le Royaume-Uni a changé son modèle social et est devenu extrêmement efficace sur le plan économique.

Arnaud Vaissié : En France, nous sommes passionnés par le modèle allemand qui ne s'applique pas au nôtre. C'est un vrai pays industriel. La force de l'Allemagne est basée sur le tissu des entreprises moyennes, alors que, dans l'Hexagone, nous avons des grands groupes ou des petites entreprises. Les Allemands ont des qualités que nous n'avons pas, notamment concernant l'organisation. Nous avons davantage les forces et les faiblesses des Britanniques. En s'appuyant sur le modèle allemand, nous nous appuyons sur un modèle partiellement adaptable en France. L'Alle-

magne est la troisième puissance mondiale et la première puissance exportatrice du monde. Le Royaume-Uni est la cinquième puissance et la France, la sixième (nous avons perdu deux places en quelques années). La France devrait être devant le Royaume-Uni : les personnes y sont mieux formées et sont prêtes à travailler davantage.

Le Royaume-Uni est aujourd'hui un pays optimiste grâce, notamment au succès du plein-emploi.

Après avoir publié un premier rapport en 2004, *Sous-emploi français, plein-emploi britannique : Un paradoxe bien peu cordial*, le Cercle d'outre-Manche en a publié un second en 2006, intitulé *My neighbour is rich ou comment la France peut s'inspirer du réformisme permanent d'Albion pour accélérer son retour à l'emploi et à la croissance*.

Comment ont-ils été reçus ? Quels étaient les objectifs du second rapport ?

Pascal Boris et Arnaud Vaissié : Lorsque nous avons publié en 2004 le premier rapport, le modèle britannique était alors au mieux considéré avec suspicion par l'opinion publique française, quand il n'était pas tout simplement rejeté avec mépris. Aujourd'hui, lorsque vous entendez Ségolène Royal parler du « Blairisme » ou Nicolas Sarkozy ne plus se cacher de s'inspirer des recettes britanniques, nous nous rendons compte de l'évolution parcourue. Le rapport a réellement eu un impact public grâce aux articles publiés, notamment, dans *Le Monde*. Dans la foulée, de nombreux médias ont repris nos propos et nos idées. Le deuxième rapport avait pour objectif d'influencer le débat politique avant les élections présidentielles afin d'aborder les vrais sujets. Il est intéressant de voir la notion de travail, comme moteur de l'économie, revenir au centre des débats. Comme nous le mentionnons, en Grande-

Bretagne, tout le monde est d'accord sur le diagnostic, donc sur les critères et les instruments de mesure. Même s'il persiste des désaccords sur les solutions à mettre en œuvre, nous savons tous que l'on ne mesure pas la température avec un mètre ruban. En France, nous en sommes encore à nous demander s'il faut ou non mesurer la température. La culture économique est insuffisante en France, notamment en matière de compréhension des mécanismes de marché. L'écho de ce deuxième rapport a été fort et le MEDEF s'est inspiré de nos conclusions, dans son projet de séparation par consentement mutuel, par exemple. D'autres éléments ont également été repris par nos dirigeants, comme le rapprochement ANPE/ASSEDIC. Pas un ministre français n'est venu à Londres sans que l'on ait l'occasion de le rencontrer et de lui présenter nos conclusions. Petit à petit, ces démarches ont essaimé.

Pourquoi un tel impact, selon vous ?

Arnaud Vaissié : L'une des raisons du succès tient au sujet lui-même. Nous nous en sommes tenus à nos propres compétences de patrons français installés en Grande-Bretagne. Cette légitimité a permis au rapport d'avoir une plus grande visibilité. Nous étions les mieux placés pour réaliser cette étude, ni un Français vivant en France, ni un Britannique n'aurait pu faire cela.

Pascal Boris : Nous avons essayé de traduire et d'expliquer en des termes compréhensibles par les Français comment leur pays pouvait dépasser les Anglais et retrouver les chemins de la croissance et du plein emploi. Dans l'ordre naturel des choses, la France devrait devancer la Grande-Bretagne.

Et maintenant ?

Pascal Boris et Arnaud Vaissié : La marque du succès du Cercle d'outre-Manche c'est la reconnaissance de ses idées et leur banalisation. Notre souhait serait, qu'à termes, il devienne inutile, cela signifiera que la France ayant repris le chemin de la croissance, du plein emploi et de la richesse partagée, n'aura plus besoin de regarder en Angleterre. ■